

COMMUNAUTÉ URBAINE.

Grand Paris Seine & Oise vote le budget de l'année 0

Le premier budget de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise a été voté par 100 voix « pour » et 8 « contre » (20 abstentions). Avec un total de 308 millions d'euros, il a le mérite d'exister mais tout reste à faire.

Les bases de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise ont été jetées jeudi dernier. Avec un budget principal voté de 308 millions d'euros, la grosse machine a de l'essence dans le moteur mais pour l'heure force est de reconnaître qu'elle avance avec des soubresauts voire à tâtons. Confrontés à plusieurs difficultés – comment faire sans aucun budget de référence, sans pacte financier et avec des différences fiscales notables ? – les élus ont diversement commenté ce premier budget.

Pour les uns, ceux de la majorité AGIR pour GPSO, il fallait faire ce « budget socle » pour « la continuité de l'action communautaire ». Jean-Frédéric Berçot l'adjoint aux finances de Poissy, du groupe majoritaire : « c'est un budget de démarrage, de mise en route. C'est la somme d'intérêts individuels. Nous allons construire un intérêt communautaire. »

Pour le groupe DS (Démocratie et Solidarité) « Le contexte est particulier. La communauté urbaine doit devenir



Les élus des 73 communes de la communauté urbaine GPS & O ont voté leur premier budget, le 14 avril. La neutralisation fiscale et financière en est l'un des piliers, avec l'objectif de ne pas augmenter la fiscalité au titre du « bloc communal » (la commune et la communauté urbaine).

une communauté d'investissements dans les trois ans. Nous voulons savoir le montant des frais de gestion et le détail des enveloppes budgétaires. »

Les opposants purs et durs avec à leur tête Ghislaine Senée (Evecquemont), présidente du groupe « Citoyen pour un territoire solidaire et écologique », parlent le plus fort : « Ce budget qui n'est pas digne de ce

territoire (...) c'est un monstre créé qui va coûter plus cher ». Du côté de Cyril Nauth, le maire (FN) de Mantes-la-Ville : « Nous votons contre ce budget flou et rempli d'incertitudes. C'est un vote contre, politique et symbolique. La seule certitude c'est la hausse des impôts. »

Bref, à l'occasion du vote du premier budget, les 129 représentants élus des 73 com-

munales, rassemblés dans le grand amphithéâtre du constructeur automobile Renault à Flins-Aubergenville, ont mis les mains dans le cambouis.

Que faut-il retenir de ce budget ?

Dominique Pierret, le maire de Drocourt, vice-président en charge des finances, a détaillé le budget de 308 millions d'euros. Il repose sur des recettes dont 71 % proviennent de la fiscalité et 23 % des subventions. La section de fonctionnement est étalée à 259 millions d'euros. Celle des investissements à 49 millions (dont près de 43 millions en équipement).

Sur les charges de fonctionnement, 85 millions vont revenir aux communes, contre 71 millions du temps des six EPCI. Les subventions progressent de 33 % (21 à 29 millions) les charges du personnel (37,9 millions) et les indemnités d'élus (1,6 million) avoisinent les 40 millions. Au total les charges sont supérieures de 10 millions d'euros (+ 3,8 %).

l'autonomie financière. La CU ne peut modifier le taux de la taxe d'habitation en l'augmentant. »

Le président Tavitou a longuement commenté ce budget de l'année zéro : « Ce n'est pas l'ambition d'une politique mais ça viendra. Nous avons créé ce budget en quatre mois. Il faut être indulgent. Je suis comme eux, frustré de ne pas pouvoir donner aujourd'hui une impulsion politique. En matière d'investissement, je vais reprendre tous les projets. Regarder les orientations. Pour les communes les plus petites il fallait montrer le principe de fonds commun. Mais si on souhaite que ce territoire se développe, il va falloir aller chercher des économies. Les collectivités XXL seront difficiles à gérer mais elles apporteront un certain nombre de services à nos concitoyens. »

Michel Seimando